

3 avril 2014

apic
kipa

Colombie: Rencontre avec le secrétaire de la «Commission interecclésiale de Justice et Paix»

Malgré les négociations de paix, la guerre continue, déplore le Père Alberto Franco

Jacques Berset, Agence de presse internationale catholique - apic

Fribourg, 3 avril 2014 (Apic) «Les combats n'ont pas cessé, faisant quotidiennement des victimes», témoigne le Père Alberto Franco, secrétaire exécutif de la «Commission interecclésiale de Justice et Paix» de Colombie (CIJP). Le religieux rédemptoriste déplore que les négociations de paix entre le gouvernement et la guérilla des FARC «n'aient pas d'effet sur le terrain», alors que les discussions se poursuivent depuis novembre 2012 à La Havane (Cuba). Le Père Franco était de passage en Suisse à l'invitation de PBI (Peace Brigades International), dont les équipes de volontaires internationaux accompagnent le travail de la CIJP depuis 1994.



Colombie Père Alberto Franco et Janis Orejuela (Photo: Jacques Berset)

Le Père Alberto Franco était accompagné du jeune Afro-Colombien Janis Orejuela, membre des Communautés d'autodétermination, de vie et de dignité du Cacarica (CAVIDA). Ces communautés noires vivent dans le bassin du Rio Cacarica, dans la zone occidentale de la Colombie, près de la frontière panaméenne. La visite des deux militants colombiens avait pour but d'attirer l'attention des autorités et de la population sur la persistance de graves violations des droits de l'homme dans cette région de la Côte pacifique, des communautés entières ayant été chassées par l'armée et les supplétifs paramilitaires.

Alors que les négociations de paix se poursuivent à Cuba, les attaques contre les défenseurs des droits humains en Colombie n'ont jamais été aussi nombreuses: en 2013, 78 d'entre eux ont été assassinés. Les principales victimes sont des membres d'organisations de base vivant dans les zones reculées du pays.

Malgré les négociations de paix, la violence continue de plus belle

«Le gouvernement colombien a toujours rejeté les offres de cessez-le-feu unilatéral des FARC et la violence continue de plus belle. Il faut que cela cesse, les victimes ont droit à la parole, et les organisations de la société civile doivent pouvoir participer aux négociations de paix! Il faut absolument humaniser le conflit, cesser de faire du séquestre une arme de guerre, libérer les civils pris en otages par la guérilla ou capturés par l'armée. Il faut que cesse le recrutement des enfants envoyés au combat et la pose de mines, la Colombie étant l'un des pays au monde les plus touchés par les engins explosifs antipersonnel», lance le religieux rédemptoriste.

Le Père Alberto Franco fait la navette entre la maison provinciale des rédemptoristes à Bogota et les communautés afro-colombiennes du Bajo Atrato. Ces descendants des esclaves arrachés dès le XVIe siècle au continent africain pour travailler dans les mines d'or du Choco vivent dans le bassin du Rio Atrato, le grand fleuve qui descend des montagnes de l'ouest de la Colombie vers le Golfe d'Uraba, débouchant sur la Mer des Caraïbes.

Ce militant des droits de l'homme, constamment dénigré et menacé, a déjà été pris pour cible par des «inconnus». La dernière tentative d'assassinat le visant remonte au 13 février 2013. Le religieux est dans le collimateur pour avoir dénoncé les militaires qui, en février 1997, avaient fait fuir plus de 4'000 personnes dans la région du Bajo Atrato.

Victimes de l'Opération «Genesis»

Cette année-là, arguant de combats hypothétiques avec la guérilla, l'armée avait déplacé de force la population indigène lors de l'Opération «Genesis» menée par la Brigade XVII et les paramilitaires qui les accompagnaient.

«C'était un prétexte pour contrôler les territoires et s'emparer des richesses naturelles abondantes dans la région, qui est également une zone de grande biodiversité. Au cours de cette opération de nombreux assassinats, des actes de torture et des disparitions forcées ont été perpétrés par les soldats et les paramilitaires», lance-t-il. Les personnes déplacées, qui avaient trouvé refuge dans le stade municipal (Coliseo Deportivo) de la ville de Turbo, y resteront durant quatre ans.

Mainmise sur les richesses des territoires indigènes

Pendant longtemps, le gouvernement colombien a prétendu que ces déplacements forcés avaient été causés par les FARC, mais la plainte portée devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, institution judiciaire autonome basée à San José, au Costa Rica, a bien montré la responsabilité de l'Etat colombien dans cette opération militaire.

Les terres du Choco, proches de la Côte pacifique, sont très convoitées par le gouvernement colombien et par les entreprises, qui veulent y construire des infrastructures qualifiées de stratégiques et y implanter de vastes projets de développement. Au milieu de parcs nationaux d'importance mondiale, tant en territoire panaméen que colombien, il n'a pas encore été possible d'achever, sur une centaine de kilomètres, un tronçon de la Route panaméricaine, qui relie l'Alaska à la Terre de feu. Cet obstacle, appelé le «bouchon de Darién», gêne beaucoup les promoteurs.

«La raison des déplacements de la population dans cette région est le contrôle des ressources naturelles – or, cuivre, molybdène, terres rares, coltan, pétrole – et des terres destinées à l'agrobusiness. De graves violations y ont été commises par des groupes paramilitaires en lien avec l'armée et des entreprises qui exploitent illégalement le bois, comme Maderas del Darién Pizano SA», poursuit le Père Alberto Franco.

Huile de palme et biocarburants

La terre des communautés est prise par de grandes entreprises pour y installer des plantations de bananes ou de palmiers à huile, malgré la déclaration, en 2005 déjà, de la Cour interaméricaine des droits de l'homme sur l'illégalité de l'extension de la production d'huile de palme dans les territoires traditionnellement occupés par des communautés indigènes et afro-colombiennes.

Avec le boom des agrocarburants, la pression sur les terres indigènes s'accroît, alors que la loi 70 de 1993 sur la titulation collective des terres des communautés noires ne permet pas de les vendre et de démanteler les terres communautaires. Des projets tels que 'Antioquia, la mejor esquina de America' (Antioquia, le meilleur coin de l'Amérique), portés par de puissants groupes économiques et bénéficiant du soutien du gouvernement, expliquent cette politique de déplacement forcé des populations. «Leur présence sur ces terres représentent un obstacle pour développer leurs projets... Ils attribuent le déplacement forcé des populations à la présence de groupes armés, c'est un prétexte, car si la guérilla n'avait pas existé, ils l'auraient de toute façon inventée!»

Près de 4 millions de Colombiens chassés de leurs terres

La violence armée, qui depuis des décennies a chassé de leurs terres près de 4 millions de Colombiens, a provoqué une véritable «contre-réforme agraire». Les $\frac{3}{4}$ des terres productives de la Colombie sont désormais aux mains de 0,5% de la population, alors que près de la moitié de la population colombienne vit en dessous du seuil de pauvreté. Dans le département du Choco, une région peuplée à 85% de Noirs, de 12% d'indigènes des ethnies Embera, Wounaan, Katio, Chami et Tulé, et de 3% de métis, la propriété est collective, selon la loi 70 de 1993 protégeant les territoires ancestraux, et ne peut être aliénée.

Mais dans les années 1995-96, les paramilitaires et la Brigade 17 de l'armée gouvernementale ont déplacé plus de 15'000 personnes dans les municipalités de Rio Sucio et d'El Carmen del Darien. Les paramilitaires ont fait cause commune avec ceux qui cultivent le palmier à huile de façon illégale, comme l'entreprise URAPALMA S.A, aux mains d'entrepreneurs d'Uraba et d'Antioquia. Ces entrepreneurs, liés aux paramilitaires, étaient venus avec de faux titres de propriété. Ils ont récemment été condamnés à 150 mois de prison et les titres de propriété dont ils disposaient pour s'emparer des terres indigènes ont été annulés. JB

Le gouvernement colombien refuse toute idée de trêve

Le chef de la guérilla marxiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), Timoléon Jimenez, alias «Timochenko», a demandé à plusieurs reprises au président colombien Juan Manuel Santos de signer un cessez-le feu, mais Bogota a toujours refusé, estimant qu'une trêve serait utilisée par la guérilla pour se renforcer. La guerre, qui dure depuis un bon demi-siècle, se poursuit sur le terrain, avec de sanglants accrochages

quotidiens. Les FARC, actives depuis un demi-siècle, sont le plus grand groupe de guérilla du pays avec quelque 7'000 combattants, selon le Ministère colombien de la Défense. A la table de négociations de La Havane – appelée officiellement en espagnol «Mesa de conversaciones para la terminacion del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera en Colombia» (Table de conversations pour mettre un terme au conflit et la construction d'une paix stable et durable en Colombie), les FARC et le gouvernement colombien ont déjà accepté deux des cinq points de l'ordre du jour: la discussion sur la question agraire et la participation des rebelles à la vie politique du pays. JB

Les Peace Brigades International (PBI) sont présentes depuis des années en Colombie

Peace Brigades International est une organisation qui s'engage avec succès depuis 1981 pour les droits humains et la résolution non-violente des conflits dans des régions en crise. Les équipes de volontaires internationaux accompagnent des militants engagés en faveur de la paix, de la démocratie et de la justice, et observent sur place la situation des droits humains. PBI est reconnue par l'ONU et a reçu en 2001 le Prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits humains. La section nationale de PBI en Suisse compte 450 membres, plus de 800 donateurs et 150 personnes actives. Son bureau de Berne est l'antenne qui relie et coordonne les actions nationales et internationales. JB

Des photos de cette interview sont disponibles auprès de l'apic au prix de 80.– la première, 60 les suivantes. (apic/be)